

25 juin 2013 - Seul le prononcé fait foi

[Télécharger le .pdf](#)

Déclaration de M. François Hollande, Président de la République, sur les relations économiques entre la France et la Chine, à Paris le 25 juin 2013.

Monsieur le Premier ministre,
Mesdames et Messieurs les ministres,
Madame la représentante spéciale, chère Martine AUBRY,
Mesdames, Messieurs,

Je vous reçois aujourd'hui à Paris avec beaucoup de plaisir, c'est-à-dire vous chefs d'entreprise venus de Chine qui nous faites l'honneur de venir dans notre pays pour en apprécier, non pas simplement la qualité de vie, mais aussi la technologie et les potentialités d'investissements. Notre rencontre d'aujourd'hui inscrit dans la démarche que j'ai engagée à Pékin avec le Président Xi JINPING pour amplifier les échanges entre nos deux pays et, plus largement, entre l'Asie et l'Europe. Cette conférence, celle de votre club, China Entrepreneur, est l'exemple même de ce que nous voulons faire ensemble entreprises chinoises et entreprises françaises pour le bienfait et l'intérêt de nos deux pays.

L'Europe est le premier partenaire commercial de la Chine. La première destination des exportations asiatiques. Mais l'Europe n'est pas encore le lieu où les investissements chinois sont les plus importants. La Chine est devenue, après trente années d'une exceptionnelle croissance, la deuxième économie de la planète. Nous la considérons comme telle. Europe et Chine, nous sommes donc liés les uns les autres.

L'Europe a besoin de la Chine pour sa propre croissance et la Chine a besoin de l'Europe pour le développement de ses entreprises. Elle a besoin de l'Europe pour un accès aux technologies de demain. Elle a besoin de l'euro pour la diversification de ses réserves de change. Le rééquilibrage actuel de la croissance chinoise en faveur de la demande intérieure comme les mesures qui ont été prises en direction d'une plus grande flexibilité de son régime de change vont dans l'intérêt de la Chine et de l'Europe.

Pour ce qui concerne d'ailleurs le régime de change, nous sommes prêts, ici en France, avec la place financière de Paris, à jouer un rôle central dans le processus d'internationalisation du yuan pour permettre une meilleure utilisation de cette monnaie dans le règlement des transactions internationales. Il y aura, d'ailleurs, dans quelques jours, un accord entre la Banque de France et la Banque de Chine. Je sais que les discussions sont bien engagées, aussi, avec la Banque centrale européenne.

Il y a un déséquilibre commercial qui existe entre la France et la Chine. Nous devons travailler ensemble pour le résorber. La Chine nentend pas être un pays qui veut des excédents et, je le dis ici, la France nentend pas être un pays qui veut des déficits. Nous sommes donc prêts à nous entendre sur cette base. La solution ne sera jamais le protectionnisme ou la guerre des monnaies. Nous devons donc identifier ensemble, et c'est le but de cette rencontre, les secteurs dans lesquels nos entreprises peuvent travailler ensemble.

Nous avons identifié plusieurs domaines.

L'agroalimentaire, d'abord. Nous développons la présence en Chine des entreprises françaises dans bien des domaines et je sais que Mme Martine AUBRY y travaille notamment dans les domaines de la boulangerie, de la confiserie ou encore de la charcuterie. Nous avons même décidé l'installation d'une école française de formation en cuisine en Chine. La marque des produits français dans ces domaines, c'est la qualité, la sécurité et c'est ce que la Chine recherche

produits français dans ces domaines, c'est la qualité, la sécurité et c'est ce que la Chine recherche. Nous sommes aussi prêts, en France, à accueillir, j'en ai parlé avec un certain nombre de chefs d'entreprises, des capitaux chinois pour investir dans ce secteur de l'agroalimentaire et pour créer une alliance, une coopération, un partenariat dans ce domaine qui est promis à de nouveaux développements.

Dans la santé, nous avons créé, à l'initiative de la France, un club d'entreprises chinoises et françaises à l'occasion de ma visite à Pékin. Il rassemble des grands groupes et des PME. Je me félicite de voir qu'une maternité franco-chinoise est aussi sur le point de voir le jour à Shanghai. La France est aux côtés de la Chine pour la modernisation de ses hôpitaux.

Nous avons des centres de recherche chinois et français qui ne demandent qu'à travailler ensemble. Nous avons des technologies qui peuvent également se rassembler autour de projets communs. La médecine chinoise fait également l'objet d'attentions particulières, ici en France, dans les hôpitaux à Paris. A partir de ces volontés communes de recherche dans le domaine de la médecine, nous pouvons donc aussi attirer les entreprises pour l'économie de la santé.

Dans le développement urbain, c'est-à-dire dans la ville de demain, nous pouvons entreprises françaises et entreprises chinoises proposer une offre globale allant des transports jusqu'à la gestion des déchets. L'année prochaine, le China Entrepreneur Club organisera un sommet international sur le développement durable. Je souhaite que les entreprises françaises puissent y participer pleinement et occuper une place éminente.

Je veux en effet créer toutes les conditions pour que les entreprises chinoises puissent davantage investir en Europe et particulièrement en France. C'est le sens de l'accord sur les investissements en cours de discussion entre l'Union européenne et la Chine. Je sais que la ministre du Commerce extérieur y veille. C'est aussi le sens des mesures qui sont prises par le ministre de l'Economie et des Finances pour faciliter les investissements chinois en France et par le ministre de l'Intérieur pour supprimer tous les contrôles, toutes les procédures qui parfois freinent la venue d'entrepreneurs ou de chercheurs ou de jeunes en France venant de Chine.

Nous devons également ouvrir nos marchés dans un esprit de réciprocité. Je veux être clair sur cette question puisqu'il y a un certain nombre de polémiques sur les panneaux solaires ou sur le vin. La France a toujours été favorable à ce que ces différends se règlent par la négociation et dans un esprit d'apaisement.

Nous devons tout faire pour que les conditions d'une concurrence loyale soient réunies, mais surtout éviter des mesures unilatérales, du protectionnisme ou la fermeture des marchés. Cela ne serait ni bon pour l'Europe, ni bon pour la Chine. Je fais confiance à cet esprit de coopération qui nous anime avec les autorités chinoises pour que nous trouvions les bonnes solutions, sans qu'il y ait besoin de stigmatiser qui que ce soit.

Pour ce qui concerne les investissements, la France a également des efforts à faire pour sa propre compétitivité, pour son attractivité. Elle est disponible pour accueillir davantage d'investissements venant de Chine, créateurs de croissance et d'emploi. La France investit en Chine, la Chine peut investir en France ! Nous avons fait un certain nombre de choix, de compétitivité, de réforme du marché du travail.

Je sais que les entreprises chinoises sont attentives à la responsabilité sociale des entreprises. Je sais même que vous avez pris Jean-Jacques ROUSSEAU comme référence. Je le disais tout à l'heure, c'est bien la première fois que Jean-Jacques ROUSSEAU va être un acteur du développement économique. Lui-même n'en avait pas conscience, mais sans doute avait-il compris, avant d'autres, que l'équilibre entre le social et l'économie permettait la performance. Pour ce qui concerne le financement de l'économie, nous veillons avec la Banque publique d'investissement, qui est à la disposition de tous les entrepreneurs à pouvoir accompagner le développement en fonds propres, en trésorerie, en exploitation pour être les plus compétitifs. Je disais, nous voulons attirer plus d'investissements chinois en France parce que nous voulons là aussi un rééquilibrage. Il y a beaucoup d'investissements français en Chine. Nous n'avons rien à craindre je l'ai dit à Pékin des investissements chinois en France, à la condition qu'ils soient favorables à l'emploi et à l'activité. Il n'y a, de ce point de vue, aucune appréhension dans la société française.

Certes, nous voulons rééquilibrer les échanges commerciaux, réduire le déficit que nous avons entre la France et la Chine. Mais chaque fois qu'il y a un investissement qui vient en France, venant de Chine, pour améliorer la situation de l'emploi, pour conforter une entreprise, pour accompagner son développement, pour la mettre sur l'ensemble des marchés à l'échelle du monde, nous y sommes favorables.

Je rappelle d'ailleurs que la France est l'un des pays les plus attractifs au monde : 20 000 entreprises étrangères investissent. 700 décisions nouvelles d'investissement sont prises chaque année. La France est la première destination en Europe pour les investissements chinois créateurs d'emplois et je souhaite que cela puisse s'amplifier.

Nous avons d'ailleurs de beaux exemples devant nous, dans des domaines très variés : l'informatique, avec le groupe chinois Lenovo dont le responsable est ici présent qui emploie 130 personnes à son siège de Paris et les logiciels avec l'alliance entre la société française Atos et le groupe chinois Yonyou et enfin le tourisme, puisqu'il y a eu un succès d'un partenariat entre le Club Méditerranée et le groupe Fosun. Savoir que nous pouvons allier l'expérience française en matière de tourisme, l'excellence de nos prestations, la réputation, la marque que le Club Med avec le potentiel que représente le tourisme venant de pays comme la Chine, c'est une alliance formidable à l'échelle du monde et qui ne peut que susciter de nouvelles vocations.

L'année dernière, il y a eu plus de 30 projets nouveaux d'investissement chinois en France. Cela représentait certes trop peu 1 000 emplois dans des domaines différents comme le prêt-à-porter, un centre de design à Paris et l'agroalimentaire, une usine de production de lait en Bretagne et de lélectroménager en Rhône-Alpes. Vous chefs d'entreprises chinois avec les entreprises françaises, vous devez coopérer et investir en France, et nous ferons tout pour qu'il en soit ainsi.

Il y a un forum des investisseurs chinois qui va se tenir en 2014, à l'initiative de l'Agence française des investissements internationaux, en collaboration avec la Caisse des dépôts - Laquelle Caisse des dépôts a créé un fond franco-chinois d'investissement pour les PME. Nous devons donc créer des instruments nouveaux pour que les capitaux chinois puissent aller aussi vers les petites et moyennes entreprises françaises.

Investir en France, c'est avoir accès au marché européen. C'est avoir également une coopération de haut niveau en matière technologique. C'est embrasser un savoir-faire, une qualité de main d'œuvre en France. C'est aussi une porte d'entrée vers l'Afrique et nous sommes prêts à travailler ensemble pour conquérir, entreprises françaises et entreprises chinoises, des marchés tiers.

Je vous remercie donc pour la confiance que vous nous témoignez en venant tenir votre réunion ici en France, après la Belgique. Je salue tous les chefs d'entreprises chinois qui nous ont interrogés, questionnés sur la meilleure manière de pouvoir les accueillir. Le mot qui est revenu, le plus savant, c'est « gagnant-gagnant ». Cela me paraît être un bon slogan pour notre rencontre d'aujourd'hui qui doit être une étape seulement vers d'autres partenariats et d'autres coopérations.

Je remercie tous ceux qui ont permis la rencontre d'aujourd'hui. Les chefs d'entreprises, d'abord. Je salue les ministres qui se dévouent pour approfondir encore la relation économique entre la Chine et la France. Je remercie Martine AUBRY pour son rôle de représentante spéciale. Je salue Jean-Pierre RAFFARIN qui, depuis des années, travaille au bénéfice de nos deux pays. Je rappelle qu'après ma propre visite à Pékin, Jean-Marc AYRAULT le Premier ministre se rendra en Chine en l'automne et je recevrai le Président Xi JINPING l'année prochaine pour l'anniversaire de la reconnaissance par la France de la Chine populaire.

Mais c'est d'abord à vous, chefs d'entreprise, qu'il appartient maintenant d'aller plus loin. Nous pouvons créer le meilleur cadre politique. Nous pouvons avoir le meilleur dialogue avec les autorités chinoises et aujourd'hui il est excellent. Nous pouvons avoir cette cérémonie qui va être d'une grande ampleur pour l'anniversaire de l'établissement de nos relations diplomatiques. Mais l'amitié ne fait jamais la compétitivité, sinon nous aurions un commerce extérieur beaucoup plus excédentaire ! En tous cas, moins déficitaire ! Parce que de l'amitié, nous en avons à revendre et même à donner car l'amitié ne se commerce pas, ne se négocie pas.

En revanche, si nous voulons avoir un commerce extérieur rééquilibré avec la Chine, si nous

voulons avoir des investissements plus nombreux venant de la Chine, nous devons être les plus compétitifs. Nous devons être les plus disposés, les plus adaptés à l'investissement des entreprises chinoises. C'est ce que je voulais rappeler et confirmer ici.

Nous voulons qu'il y ait un partenariat de haut niveau entre les entreprises privées chinoises et les entreprises françaises. Nous voulons qu'il y ait davantage d'investissements pour plus d'emplois.

Nous voulons qu'il y ait encore davantage de capitaux qui viennent s'investir en France dans l'intérêt de nos deux pays.

Merci de l'avoir compris. Je vous souhaite la bienvenue en France.